

SESSIONI URDINARIA DI U 2021

RIUNIONI DI U 21 D'UTTROVI DI U 2021

N° 2021 /M2/65

**QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA PIERRE-JOSEPH PAGANELLI
À NOMU DI U GRUPPU « GHJUVENTÙ NAZIUNALISTA »**

Ughjettu : Vision économique de la Corse et justice sociale

Monsieur le Président de l'ADEC,

Lors de plusieurs de vos interventions vous avez présenté une partie votre vision de ce que doit être l'économie en Corse.

Vous avez ainsi déclaré lors d'une interview que la Corse devait entrer dans la compétition économique internationale. Dans cette économie financiarisée et mondialisée profitant aux plus forts et nuisant aux plus pauvres, ne pensez-vous pas qu'entrer dans cette compétition, c'est en accepter les termes ? Si je vous concède que l'ADEC ne tirera pas les ficelles de la bourse, la vision qui sera incarnée n'en reste pas moins importante tant les défis en Corse sont grands.

Vous avez également déclaré lors de la présentation d'un rapport à la dernière session de l'Assemblée de Corse qu'il ne fallait pas aller systématiquement contre le marché, auquel cas la Corse deviendrait, selon vos propos, « l'Albanie ». Là encore ne pensez-vous pas que les indicateurs de développement économique en vigueur ne reflètent pas la bonne santé d'une société ? Si l'on prend l'exemple du tourisme en Corse, le laisser-faire économique et la loi du marché nous a conduit à la situation que l'on connaît aujourd'hui, à savoir des espaces naturels menacés et une situation de spéculation immobilière mortifère.

La référence permanente au PIB pour parler de développement ne nous semble plus judicieuse. 80 % de la croissance économique mondiale est aujourd'hui nourrie par les énergies fossiles et ne profite qu'aux 10% les plus riches. Face à ce constat alarmant,

il est essentiel de refuser les indicateurs en usage et de se fixer des objectifs de bien être en matière de santé publique, de pouvoir d'achat et de protection environnementale. Pour cela il est nécessaire de sortir du courttermisme et de réfléchir à long terme, conformément à ce que préconise notamment le GIEC pour répondre aux besoins d'adaptation des territoires au changement climatique, que les personnalités politiques utilisent souvent dans leurs discours sans pour autant en avoir pris véritablement la mesure.

Dans ce modèle à construire et à défendre, et en tant que nationalistes, la justice sociale est un principe auquel nous sommes fortement attachés. Lors de la précédente mandature, sous proposition de son Président, l'Assemblée de Corse avait voté différents dispositifs prêts à être mis en œuvre ; revenu universel, « Territoire zéro chômeur de longue durée » et charte de l'emploi locale qui sont autant de politiques que la Collectivité pourrait et devrait porter pour lutter contre une pauvreté trop importante dans l'île.

Vous l'aurez compris, nous prônons un modèle alternatif loin du laisser-faire économique et pour une intervention publique forte pour répondre aux défis qui se posent à notre société. Agissant ainsi, nous ne pensons pas que la Corse deviendra l'Albanie, ce que vous craignez, mais bien un pays où tous les corses peuvent vivre dignement et sur une terre préservée.

M. le Président de l'ADEC, pouvez-vous nous préciser votre vision de l'économie en Corse ? Comptez-vous porter et mettre en application les dispositifs votés lors de la précédente mandature ?

Je vous remercie